

pauvres incapables d'emprunter aux conditions du marché.

La Banque mondiale joue un rôle important dans le processus de transition économique des PECO et de l'ex-URSS. L'essentiel de ses activités reste toutefois axé sur la promotion du développement durable dans les pays les plus pauvres. En 50 ans, elle a fourni aux pays en développement plus de 300 milliards de dollars US. Au cours de cette période, ces pays ont doublé leurs revenus, réduit de moitié leur taux de mortalité infantile et relevé sensiblement l'espérance de vie de leurs habitants. En termes absolus, le nombre de pauvres continue de grandir, surtout en raison de la rapidité de la croissance démographique, mais il ne

LES RÉFORMES

À l'automne de 1994, les deux organismes ont célébré leur 50^e anniversaire. Diverses organisations non gouvernementales ont saisi cette occasion pour exprimer des critiques envers le FMI et la Banque mondiale. Greenpeace, par exemple, s'est attaqué aux politiques de cette dernière, qu'il considère nuisibles pour l'environnement, tandis qu'Oxfam a soutenu que les conversions structurelles entraînent des privations inutiles. En 1992, la Banque mondiale avait déjà procédé à un examen interne de ses activités. Selon le rapport présenté par le président du groupe de travail, Willi Wapenhans, 35 % des projets financés par la Banque n'atteignaient même pas la cible économique minimale qui avait été fixée. Le rapport a également montré que le nombre de projets problématiques s'était accru sensiblement durant les années 80. Suite à cet examen, la Banque a élaboré un plan d'action afin d'améliorer l'exécution et l'évaluation des projets.

On reproche souvent à la Banque mondiale de privilégier les méga-projets (barrages, etc.) sans se préoccuper de leur impact sur l'environnement. Ou encore, on soutient que les conversions structurelles qu'elle exige en contrepartie de son aide sont trop draconiennes. Les pays bénéficiaires des prêts de la Banque sont souvent forcés d'entreprendre des réformes économiques en profondeur, y compris des réductions majeures des dépenses publiques. Les programmes sociaux de ces pays, déjà mal dotés comparativement à ceux des pays industrialisés, ont été très durement touchés et les populations les plus démunies ont beaucoup souffert. Les pays donateurs ont exhorté la Banque à concentrer ses efforts sur la lutte contre la pauvreté, les pratiques de saine gestion, les questions touchant à l'égalité des sexes et les programmes environnementaux. On l'a également incitée à coordonner ses activités avec celles d'autres institutions afin de réduire les chevauchements et le double emploi.

Lewis Preston, président de la Banque de 1992 à 1995, a tenu compte de ces critiques. La Banque assortit désormais son aide de normes environnementales plus

CADRE INSTITUTIONNEL

Dans les régimes communistes, toutes les activités économiques étaient assujetties à un contrôle central. Des principes de base qui nous semblent tout naturels – la notion de pertes et profits, le droit de propriété ou la loi de l'offre et de la demande, par exemple – n'étaient pas pratiqués. C'est pourquoi la Banque mondiale aide les PECO, qui font actuellement la difficile transition à l'économie de marché, à mettre en place un « cadre institutionnel » dans le but de rédiger des lois sur la propriété, former des comptables et créer des bourses des valeurs. Rien de tout cela n'existait sous le régime communiste.

cesse de diminuer en pourcentage de la population mondiale. Le progrès économique a été plus rapide que durant toute autre période similaire de l'histoire.

rigoureuses et finance même des projets de dépollution. Elle a accru ses prêts en faveur d'activités visant à faire diminuer la pauvreté (éducation, soins de santé, et le reste). En même temps, elle accorde moins d'importance aux grands projets d'infrastructure et aux adaptations structurelles, au profit du développement du secteur privé. Elle étudie présentement une formule de micro-projets, en vertu de laquelle elle pourrait, par exemple, prêter aussi peu que 100 dollars à quelqu'un désirent établir une petite entreprise, ou encore payer les habitants d'un village, plutôt que le ministère de l'éducation, pour construire une école. Le directeur exécutif sortant du Canada auprès de la Banque, Robert de Cotret, a déclaré à l'automne de 1994 qu'un changement marqué s'était produit au sein de la Banque depuis le rapport Wapenhans.

On trouve aussi des divergences de vues quant aux récipiendaires de l'aide accordée par la Banque mondiale. À l'origine, ses clients se trouvaient exclusivement parmi les pays du Tiers monde, tandis qu'aujourd'hui, elle aide un certain nombre de pays (allant de la Croatie à l'Afrique du Sud) qui font face à des problèmes de transition économique ou politique. Aux yeux des pays en développement, la Banque mondiale et le FMI accordent trop d'attention à ces nouvelles économies. Ils estiment que les crédits spéciaux accordés à ces pays, notamment à l'incitation du G-7, sont des fonds qui leur seraient destinés autrement. Les pays développés soutiennent pour leur part que tous, riches et pauvres, y trouveront leur compte si on aide les économies des pays en transition à se redresser.

La Banque mondiale et le FMI ont un rôle essentiel à jouer dans plusieurs des dossiers prioritaires du G-7. Leurs prêts servent à soutenir des régimes démocratiques en Afrique du Sud, dans les PECO, en ex-URSS et en Amérique latine. Les crédits destinés à construire un État palestinien fort soutiennent le processus de paix au Moyen-Orient. Enfin, les politiques de la Banque aident à abaisser les barrières commerciales.